

Sur mandat du responsable de groupe PS 60 nous avons pris connaissance du plan climat.

Nous pensons que cela demande une réflexion et une approche différente d'un projet politique classique. La population doit adhérer et participer à ce changement sous forme d'ateliers ou de rencontres d'information. C'est un projet citoyen responsable et ne connaît pas de frontière politique. Au contraire il ouvre des ponts pour des réalisations intercommunales ce qui augmentera son dynamisme.

Le rôle de nos représentants socialistes dans les exécutifs et législatifs, Parlement compris est extrêmement important. Le PS devrait dispenser à ses conseillers une formation par un spécialiste de ce domaine afin de donner le meilleur outil pour faire passer les mesures concernant le climat

Des démarches participatives peuvent encore être poursuivies

Pour faciliter à exécuter le présent document renvoie constamment au texte Plan climat (PC) en donnant les références et les citations du plan seront écrite en italique.

Se mobiliser et soutenir le plan climat image

Parvenir à la neutralité carbone en 2050. La Confédération Considère qu'il subsistera entre 0.5 et 1,5 t de Co2 d'émission annuelle de Co2 par habitants en 2050. QJ



PROPOSITION DOMAINE D'ACTION A :

ENERGIE

A1.1 p.27-35 Accélérer l'efficacité énergétique - (PV Panneaux photovoltaïques)

Encouragement des communes, du canton, à l'installation de panneaux solaires sur les bâtiments publics, sans oublier les administrés. Le coût a fortement baissé celles-ci peuvent se faire par des prêts citoyens il existe différentes possibilités.

Il est possible d'installer des P.V. sur sa maison en partenariat avec des entreprises privées pour les entreprises, le locatif et propriétaires notamment par [Younergy](#) basé à l'EPFL (sans déboursier d'argent). Le tarif de base du kW/h est moins cher que celui du distributeur [L'Association Franches Energies](#) (association à but non lucratif) propose des solutions dans le développement de la production, l'acquisition, la distribution et l'utilisation d'énergies renouvelables. Elle promeut également les économies d'énergie. [Lien des entreprises certifiées](#)

[La Sacen SA](#) , approvisionne en électricité dix communes dans le Jura et Jura bernois. Elle reprend le concept du prêt citoyen.

[AgriPeik](#) est un outil pour l'efficacité énergétique des exploitations agricoles



Biogaz _ Courtemelon

En service à partir de fin 2023 exemple à multiplier.

L'installation a été mise en service fin 2023 et remplacera environ 8 GWh par an de gaz naturel fossile. L'injection se fera dans le réseau de la région de Delémont par le biais d'EDJ et bénéficiera des déchets verts collectés par le SEOD (Syndicat de gestion des déchets de Delémont et environs). EcoBioVal, entre autres, soutient la commercialisation de la production de biogaz et des prestations de protection du climat qui en découlent.

Isolation bâtiments et énergie fossile

Chaque propriétaire foncier doit pouvoir donner les mesures énergétiques de son ou de ses bâtiments. Des moyens en ligne et gratuits sont déjà à disposition pour connaître sa consommation électrique, gaz, mazout etc.) voir avec le site cantonal [ConsoBat](#). Il est important que chaque propriétaire connaisse les moyens à disposition par les communes, les cantons ainsi que la Confédération.

PROPOSITION DOMAINE D'ACTION B :

MOBILITÉ P.36-46

Directives du plan climat

Faire en sorte que les Jurassiens soient plus sobres dans leur mobilité, en adoptant des modes de déplacement moins énergivores et moins polluants à chaque fois que cela est possible.

Utiliser les marges de manœuvre encore existantes pour renforcer l'exemplarité de l'Etat dans le domaine de la mobilité.

Le domaine d'action B. Mobilité est traité au moyen de trois objectifs opérationnels :

B1 : Les émissions de GES liées à la mobilité sont réduites de 57% d'ici à 2040 par rapport à 1990

B2 : Les transports publics et les véhicules de l'Etat sont à 100% décarbonés d'ici à 2040

B3 : Le Canton vise une mobilité neutre en carbone en 2040 pour ses activités

Informations générales.

La mobilité est la 3^{ème} charge environnementale, 14 % après le logement, 25 % et l'alimentation 15 % de la consommation des ménages en suisse (Rapport du Conseil fédéral p.37).

Chaque Suisse parcourt en moyenne 37 km par jour à l'intérieur du pays (Rapport CF p.4). Le 94 % des trajets en voiture sont inférieurs à 4 km et correspondent à une distance possible à faire à vélo

La consommation des véhicules augmente fortement au-delà d'une certaine vitesse. Par exemple, pour un passage de 130 à 110 km/h, les consommations des véhicules thermiques passent en moyenne de 7,6 à 6,3 L/100 km, soit une réduction de 17 % de la consommation, ce qui est très important. Par ailleurs, les véhicules électriques augmentent fortement leur autonomie en circulant au-dessous des 100km/h et le plafonnement des vitesses leur permet d'éviter des recharges trop fréquentes

Renforcer les liaisons des transports publics et la mobilité douce

Les déplacements se sont rallongés et individualisés

Le Canton du Jura a fourni un grand effort sur les transports publics et particulièrement dans l'agglomération delémontaine et du district.

Diminuer le trafic pendulaire B.1.1 p. 38

Un partenariat entre les entreprises et les collaborateurs doit être instauré, participation à l'achat de d'abonnements, créer des bus d'entreprises, rendre les places de parcs payantes. Places de parcs réservées aux personnes qui sont 4 ou 5 dans une voiture. Inciter les entreprises pour développer l'autopartage.

Les principales entreprises dans le Jura qui occupent de la main d'œuvre frontalière se trouvent proches des gares de la ligne Bienne/Belfort, ceci est valable également pour les Franches-Montagnes qui ont un nombre important de frontaliers. La durée est d'environ 55 minutes pour les frontaliers de Morteau au Noirmont avec changement à La C-Fds. Pour les districts de Delémont et d'Ajoie les horaires des bus sont synchronisés avec les trains. L'utilisateur peut sans autre se rendre dans la zone industrielle respective.

La Chambre économique du Jura peut être l'interlocuteur pour élaborer cette participation elle va déjà dans ce sens.

Rapprocher le domicile d'un service public

Pour les communes les plus excentrées, l'utilisateur de transport privé doit pouvoir rejoindre la commune-centre la plus proche de son domicile avec une meilleure desserte. Des places de parc doivent être réalisées pour que les personnes des communes excentrées puissent utiliser un transport, train ou bus, voire covoiturage. Sensibiliser nos députés qui pourraient pour la plupart utiliser les (TP). Actuellement chaque député se fait payer son parking lors des séances du Parlement ainsi qu'aux séances de commissions, sans compter les parkings saturés lors des séances de parlement. Ces petits gestes exerceront une influence favorable sur la population

Cela est aussi valable pour le personnel de l'Etat, celui-ci montre l'exemplarité dans ces déplacements durant et après le travail, notre ministre de l'Environnement est dans cette exemplarité, Ceci est également valable pour les communes.

Les entreprises du canton doivent à tout le moins participer au coût de la mobilité douce. Juste retour sur investissement au vu des cadeaux fiscaux de ces dernières années au monde économique.

Seule une politique qui renforce les alternatives à la voiture changera les comportements (la moitié des déplacements en voiture se font sur 5km)

Mettre en jeu des stratégies d'incitation



B1-6

B1.2 p.39 [Instaurer le 30 km/h dans les localités](#)

En effet on remarque que dans les villages où le passage des frontaliers est important cette demande s'intensifie et souvent sur demande des communes ! Ce travail doit être fait auprès des élus communaux et sa population, tout en sachant que cela ne sera pas facile, mais cela peut se faire dans les zones critiques des villages ainsi que dans les communes plus grandes.

B1.3 p.39

Afin de promouvoir la mobilité douce il est important de densifier les itinéraires cyclables pour les distances courtes. De même développer les vélos stations, ex. vélo station de Delémont.

Développer les itinéraires cyclables PCJU : B1.3 p. 39

Directives du plan climat

L'amélioration du réseau cyclable est constante ces dernières années dans le Jura.

Le développement de ce réseau cyclable se fait souvent en fonction d'opportunités (améliorations foncières, travaux routiers, projets urbains).

Ces mesures sont prévues dans la politique d'agglomération et bénéficient d'un soutien fédéral. Jusqu'ici, le canton n'a pas financé cette infrastructure car d'autres priorités permettent plus d'efficience en termes de réduction des GES.

Cependant, une stratégie de financement doit être établie et des montants minimaux inscrits dans le budget du Canton pour servir de leviers auprès de tiers (fondations).

Cette stratégie de financement sera sans doute nécessaire pour la mise en œuvre de la nouvelle loi fédérale sur les voies cyclables entrée en vigueur en 2023. Le canton du Jura a 20 ans pour achever un réseau conforme à la loi



En plus des itinéraires cyclables entre les localités nous pouvons aussi promouvoir des itinéraires à l'intérieur des localités. Si l'impact sur la qualité de l'air a moins d'efficience aux yeux du canton, le gain en sécurité est important. Pour les itinéraires entre les localités les communes n'obtiendront pas ce qu'elles ne demandent pas. En facilitant les déplacements à vélo dans et entre les localités, dès l'enfance, on transforme une habitude en plaisir de se déplacer dans la nature d'un village à l'autre. Le peu de distance entre les villages et la topographie de nos régions se prêtent d'une manière générale à ce mode de transport favorable à l'environnement.

Argumentaire.

Action pour le vélo.

[Loi fédérale sur les voies cyclables](#)

[Loi fédérale sur les voies cyclables au 1^{er} janvier 2023](#)

[Itinéraires cyclables plan directeur JU](#)

[Pro Vélo](#)

[Pro Vélo suisse, loi sur les voies cyclables](#)

Réaliser une action sur la mobilité des enfants et leurs parents PCJU



douce auprès
B.1.4 p.40

Directives du plan climat

La mobilité douce (marche, vélo, vélo électrique, trottinette, etc.) représente environ 6,3% des déplacements. Un potentiel considérable existe dans domaine pour éviter des émissions polluantes (air, bruit, GES) et promouvoir la santé.

Cette mesure vise à réaliser une campagne de sensibilisation pour la mobilité douce et/ou durable en partenariat avec Pedibus, la police cantonale et [la Fondation O2](#). Une part cantonale de 10 km/an, sur 3 années de mise en œuvre de la mesure, est prévue.

Une action sur la mobilité douce peut aussi comprendre une proposition d'introduire la limitation à 30 km/h dans les quartiers. Tout comme les itinéraires cyclables, les habitudes de déplacement des habitants doivent nous guider dans la recherche de circuits comprenant des aires de repos avec des bancs et des espaces ombragés pour inciter les habitants à se déplacer à pied dans la localité. Pour certains déplacements à l'extérieur de la localité, il est aussi possible de prévoir des points de prise en charge par des automobilistes.

Il faut se poser la question des déplacements lors de manifestations.

[Seniors et circulation](#)

[Route et trafic](#)

[La rue est à nous](#)

Inciter à l'autopartage B1.2 p. 38 *Afin que l'autopartage devienne une véritable alternative à la possession d'un véhicule privé, une densité suffisante de voitures en autopartage doit être obtenue. Favoriser la mobilité douce dans le village, la commune particulièrement auprès des enfants et leurs parents (B.1.4 p.40).*

Favoriser l'achat de véhicules électriques (y compris vélos pour le personnel) lors de renouvellement, installation de borne de recharge près de parc ou station service⁴³ Cette mesure vise à ce que le canton et les communes achètent les véhicules aussi peu impactant que

possible pour l'environnement en général, les GES étant une pollution parmi d'autres liées au trafic routier (bruit, particules fines, composés azotés, microplastiques, etc.).

Inciter toutes les entreprises dès 20 EPT à réaliser un plan de mobilité

Cette mesure vise à créer une base légale permettant d'obliger toutes les entreprises, à partir d'une certaine taille, à réaliser un plan de mobilité pour leurs employés. La première étape sera de déterminer quelles entreprises peuvent être concernées. Une information, des bons exemples, etc., doit ensuite leur permettre de bien anticiper. L'idée c'est de mettre en place un système dans un premier temps incitatif et pas trop rigide. Aucun moyen financier supplémentaire n'est prévu à ce stade.

A voir : possibilité d'évaluation de la mobilité des habitants de la commune

PROPOSITION DOMAINE D'ACTION C p. 45-55

AGRICULTURE ET PRODUCTION ALIMENTAIRE

C5.2 p.54



Le Jura dispose de circuits courts. Il faut en développer sa distribution. Cette démarche doit être développée avec la collaboration du milieu agricole et de leurs différents partenaires (Chambre d'agriculture, FRI, associations paysannes, etc.)

L'approvisionnement circulaire à ce jour est sous forme de panier ou alors le consommateur convaincu fait le déplacement chez le producteur. Il faut inverser les habitudes et rendre cette démarche attractive pour ce qui existe déjà, organiser cette distribution avec un partenariat public/privé par un prélèvement sur la vente pour rendre celle-ci viable.

Dans un premier temps les produits ne doivent pas forcément être BIO. On sait qu'il y a encore différents points de vue entre les producteurs, mais créer cette économie circulaire, assurément pas plus chère, est une priorité. Celle-ci est bonne pour nos agriculteurs, maraîchers et autres ainsi que pour le climat. Moins d'énergie grise, moins d'emballage, des produits frais et revenir au bon goût des papilles d'antan et réapprendre à manger de saison.

Dans les petites communes qui ne disposent plus de magasin, le numérique peut jouer un rôle. L'installation d'un local avec des produits de première nécessité de la région où l'on peut se servir à toute heure est possible. La numérisation est passée par-là, même le producteur, à tout temps, peut voir le stock des aliments et le renouveler rapidement si celui-ci viendrait à manquer. Bien entendu cela ne remplace pas le contact social, mais il garantit la provenance ou au mieux encore l'économie locale qui est le but recherché. Où un commerce existe, un soutien doit être constant pour garantir sa pérennité. La commune doit s'investir et évaluer si une participation est nécessaire (location surface, voire fiscale, par exemple)

[Un bon exemple a été exécuté à Porrentruy sous forme d'un marché couvert ouvert 24/24.](#)

[Le Marché Saint-Germain - Porrentruy - Jura \(lemarchesaintgermain.ch\)](#)

Les magasins en VRACS

[Baillo](#)

[La marchande](#)

C5.3 p.55

Pour l'alimentation l'école doit jouer son rôle pédagogique sur la nourriture durable. Les cantines scolaires doivent être exemplaires.

Offrir la possibilité de manger, durant la pause, des fruits le plus naturel possible.

Les communes peuvent demander aux cantines scolaire, crèches, UAPE et autres institutions publiques de s'approvisionner directement auprès des producteurs locaux et régionaux.

Economie circulaire D. p.56-64

Introduction :

L'économie circulaire est la voie de l'avenir. Elle préserve les ressources, renforce la création de valeur au niveau régional, offre des opportunités pour développer de nouveaux modèles d'affaires et rend notre économie plus durable et résiliente.

L'économie circulaire citoyenne

- Réutiliser au lieu de jeter.
- A la fin du cycle d'un produit, une nouvelle matière serait créée plutôt qu'un déchet.
- Réparer au lieu de jeter,
- Favoriser la 2^{ème} main.
- Louer au d'acheter des objets.
- Diminution du gaspillage alimentaire
- Travail d'information.

- Favoriser la proximité et la consommation responsable.
- Mettre en lien les producteurs de la région/commune pour l'écoulement de leurs produits / par le biais de marchés, livraison à domicile, commande de produits, magasin en vrac.
- Travail d'information.

- Où la commune peut être un exemple
- Mesures lors du remplacement de matériel bureautique, informatique ou autres équipements.
- Elimination et réutilisation des déchets de chantier.
- Travail d'information.

Explications / mesures / actions

L'information et la communication régulière

Mettre sur le site internet de la commune une rubrique « Economie circulaire » avec toutes les infos y relative.

Réparer au lieu de jeter

Mesures à prendre par la commune



- Organiser régulièrement (par exemple mensuel) un Repair Café.

Contact : Emmaüs Jura, Chemin du Crêt des Pierres 11, 2926 Boncourt

Tél : 032 475 54 55 / Courriel : contact@emmaus-jura.ch

Mettre le local gratuitement à disposition.

Information à la population

- Informations / à mettre sur le site internet de la commune dans la rubrique « Economie circulaire » et diffuser sur les autres canaux d'informations de la commune

Publier la liste des adresses « Réparation Jura » de la FRC / vêtements, accessoires vestimentaires, informatique, électronique, téléphones, électrique/électroménager, mobilier, vélos :

Réparation Jura FRC

- Collaboration/partenariat avec Université populaire / sections locales

Discuter une offre de cours et d'ateliers réguliers en lien avec l'économie circulaire, notamment pour la mettre en pratique. Exemples

- Couture/réutilisation des tissus
Exemples : réparer, réajuster, modifier, Transformer/ réutiliser des tissus d'habits pour en faire des sacs afin d'éviter le Noirmont), des couvertures, des bonnets, des housses de coussin, des exemple : Confection dans un atelier un jardin », d'une couverture géante de quartier et/ou de la commune.
- Meubles
Redonner une nouvelle vie à de vieux objets (canapée, commode, chaise, armoire, etc.).
- Bricolages domestiques



moderniser des habits. qu'on ne porte plus plastic (exemple Le pochettes, des chiffons, etc. Autre participatif « Cousons pour un pique-nique

Favoriser la 2ème main D.3.4 p.62

Beaucoup d'initiatives pour des trocs, des vides-dressings, etc. sont réalisées par des privés. La commune peut les soutenir en leur mettant des locaux gratuitement à disposition et en diffusant l'information sur le site dans la rubrique « Economie circulaire » et les autres canaux d'informations. Vide-greniers. La commune organise à un intervalle régulier, par exemple annuel, un vide-greniers : Assurer l'information, la mise à disposition de l'emplacement et de l'infrastructure nécessaire, l'aide de la voirie.

Louer au lieu d'acheter des objets D3.3 p62 D3.7p.63

Le Vilebrequin à Delémont est une bibliothèque d'objets en pleine évolution. Ses principaux services sont :

- Prêter des outils et objets les plus divers (de la perceuse, en passant par la machine à hot dog, au taille-haies)
- Des cours (impression 3D, réparations)
- Un atelier partagé et accompagné (à disposition pour travailler le bois, le métal, de réaliser des impressions 3D)

Le but est de créer un point de relais dans chaque district.

Mesures à prendre par la commune :

- Etablir le contact avec le Vilebrequin et garantir le suivi (entre autres recherche de personnes intéressées à s'engager dans ce projet)
- Chercher la coordination avec les autres communes du district
- Mettre à disposition des locaux (gratuitement)
- Soutien financier et logistique pour la mise en place du projet
- Information à la population

Lien et contact : www.levilebrequin.ch / Tél. 078 206 02 81 / info@levilebrequin.ch

Diminution du gaspillage alimentaires D4.1 p.64

En Suisse chaque année en moyenne 330 kg de déchets alimentaires par habitant sont générés. Dans ce domaine le travail d'information et de sensibilisation régulier et à long terme est primordial. Au Royaume-Uni des campagnes de sensibilisation reposant sur les connaissances ainsi obtenues ont entraîné une baisse considérable de ces déchets : les ménages ont réduit les pertes alimentaires par habitant de 26 % entre 2007 et 2012, et de 8 % supplémentaires entre 2012 et 2018.



Madame Frigo

Principe :

Le concept est simple - et emporte ce qui te manque à la maison. Pour ce faire, un réfrigérateur est à la disposition en tant que plateforme d'échange. Les personnes intéressées peuvent y déposer à tout moment des aliments comestibles qu'ils ne consomment plus dans le compartiment réfrigéré et/ou peuvent aussi ramener des produits à la maison.

www.madamefrigo.ch

Favoriser la proximité C5.2 p.54 C4.1 p.52

Du producteur à la table

La commune peut jouer un rôle incitateur pour favoriser la vente directe des produits locaux, voir régionaux.

But : un marché régulier (par exemple hebdomadaire, ou deux fois par semaine, ou autre rythme).

Mesures à prendre par la commune

- Contacter les producteurs locaux et régionaux pour les mettre en relation et les encourager à lancer le projet d'un marché
- Leur mettre à disposition l'emplacement et si besoin une partie de l'infrastructure comme des bancs de foire, etc.
- Soutien logistique (demandes d'autorisation, sécuriser l'emplacement le jour de marché, etc.)
- En plus d'un marché, la commune peut, en collaboration avec les producteurs locaux et régionaux, établir une liste des self-services (avec les précisions concernant les produits en vente et le moyen de paiement) qu'elle peut publier sur ses canaux d'informations.

Commerces durables et consommation responsable

Des projets de commerces durables sont souvent basés sur des initiatives privées ou d'associations. La commune peut les accueillir et les aider à s'installer.

Mesures à prendre par la commune

- Les soutenir dans la recherche de locaux
- Inclure leurs informations sur le site internet de la commune sous la rubrique « Economie circulaire » et dans les autres canaux d'informations.

La commune peut demander aux cantines scolaires, crèches, UAPE, garderies et autres institutions publics de s'approvisionner prioritairement et directement auprès des producteurs locaux et régionaux.

Autant en ce qui concerne les producteurs locaux et régionaux, les paysannes, les associations que les commerces durables la commune peut, sans les mettre en concurrence avec les commerces locaux traditionnels, penser à eux pour des confections d'apéros, des cadeaux pour des jubilaires, des visites, le personnel, etc.

Où, la commune elle-même peut être un exemple

- Bureautique, informatique, mobilier, autres équipements

Quand l'administration communale ou les autres services communaux changent le matériel bureautique et informatique, il est recommandé de faire remettre en état les appareils pour la réutilisation. Ces objets peuvent ensuite être vendus à des associations, des jeunes en études ou apprentissage, ou autres pour un montant symbolique. La même pratique est valable lors du remplacement de mobilier et autres équipements. Les ventes sont à rendre publiques sur les différents canaux d'informations (site internet, panneau d'affichage, papillons, annonce dans la presse local, etc) de la commune

Construction D2 p.56

Principe :

Les matériaux (par exemple le béton, l'asphalte, etc.) des anciens bâtiments et infrastructures sont récupérés pour en construire de nouveaux.

Dans le domaine de la construction l'économie circulaire signifie mettre moins de matériaux en circulation et recycler entièrement les produits en fin de vie. Cela réduit le besoin d'espaces pour des décharges et l'impact important de l'extraction des matériaux. Et permet d'économiser des matières premières pour les générations futures.

Mesures à prendre par les communes

- Lors d'une démolition d'un bâtiment ou d'une infrastructure propriété de la commune destiner les déchets de chantier à l'économie circulaire.
- Lors de constructions de biens publics donner priorité à des matériaux issus de l'économie circulaire.

Ces démarches sont à définir au début d'un projet avec les architectes et maîtres d'ouvrage.

Liens pour trouver plus d'informations

[Economie circulaire / Office fédéral de l'environnement](#)

[Office fédéral de l'environnement / encouragement à l'économie circulaire](#)

[Office fédéral de l'environnement / Déchets – gestion, planification, prévention et mesure](#)

[Economie circulaire / régionsuisse](#)

<https://circular-economy-switzerland.ch/arguments/?lang=fr>

[Administration fédérale / lutte contre le gaspillage alimentaire](#)

[Agrijura / vente directe](#)

[Office fédéral de l'environnement / vêtements](#)

[Donner une deuxième vie aux vieux objets](#)

[Administration fédérale / L'économie circulaire dans la construction](#)

[Economie circulaire / Circularhub.ch](#)



PROPOSITION DOMAINE D'ACTION D :

économie circulaire

D3 et D4

p.61-64

Economie locale : (p 6 et 7)

[Label Fair Trade Town](#) plus de durabilité dans les communes.

Soutenir et valoriser les entreprises et activités locales

Apporter un soutien financier (déduction fiscale, prêts à des conditions attractives, faciliter les démarches administratives) pour toutes initiatives permettant la prolongation de la durée de vie de tout appareil usuel permettant de trouver une seconde vie.

Cette initiative serait créatrice d'emplois, Important recyclage de matériaux en priorité.

Utilisation du bois de façon plus intensive dans la construction. Les règles doivent changer, toutes demandes dans la construction devraient être avoir un label éco compatible.

Il faut décomplexer l'achat de 2ème main. Ce mode fonctionnement doit prendre la même place que celui d'un premier achat. Un développement existe déjà sur les réseaux sociaux, « partage ou échange » de tous produits. Il faut intensifier cette culture et [rallonger la vie de biens usuels](#).

[Il faut réapprendre à acheter](#) et consommer moins.

PROPOSITION DOMAINE D'ACTION E : p.65-72

CADRE DE VIE : FORÊT, EAUX, BIODIVERSITÉ, ZONES BÂTIES

Diminuer le recours aux pesticides qui sont susceptibles de développer des maladies, (parkinson, cancers du sein et de la prostate)

Nos moyens financiers sont faibles, mais nous sommes riches de nos forêts qu'il faut préserver et exploiter. Le bois doit venir une matière d'avenir et concurrencer le béton. **E 3.4 p.71**

Végétaliser, pour lutter contre la chaleur E3.4 p.71

Aménagement des espaces publics

On rencontre déjà auprès de certains propriétaires ou régies d'immeubles qui laissent en prairie quelques m2 de leur terrain à la nature. Ce sont des gestes simples qui n'enlèvent en rien la valeur de la maison, au contraire cela peut apporter un plus pour celui qui cultive un jardin.

Dans le même sens les communes devraient créer et encourager les jardins populaires ou familiaux, pour ceux qui n'en possèdent pas !

Toutes les communes doivent entreprendre des mesures simples et pas forcément coûteuses pour de espaces fraîcheurs.

Participation du politique (Conseil communal) avec la population. Instaurer des rencontres et proposer des améliorations, arboriser davantage les places de jeux, fontaines pour s'altérer. Installations de pergolas végétalisées avec le bois de nos forêts, mise à disposition de mobilier (bancs et tables pour y passer quelques instants de convivialité.



PROPOSITION DOMAINE D'ACTION F :

ACCOMPAGNEMENT AU CHANGEMENT p.73

Instaurer des corridors verts

Plantation d'arbre en pleine terre

Valoriser les vergers et zones humides

Instaurer des systèmes de récupérations de l'eau de pluie pour le jardinage

Les communes jurassiennes pourraient, par des campagnes de gestes simples auprès de ses concitoyens, donner quelques idées de changements de nos comportements.

Autre élément qui ne coûte pas cher. Le Jura connaît une forte densité de propriétaires (55% environ) il faut donc les inciter à récupérer l'eau du toit pour le jardinage ou autres. Avec un faible investissement il est possible de récupérer des centaines de litres d'eau.

Des zones fraîcheurs doivent créer dans les communes sous forme d'arborisation et point de rencontre. Cette façon de faire est peu onéreuse et efficace.

Une éducation écologique rationnelle dans ce sens doit être poussée dans nos écoles jurassiennes dans les tous degrés, ainsi que dans les lieux d'accueils (crèches, UAPE).

Des campagnes d'information doivent être organisées, notamment lors de pics de chaleurs, comme on le fait pour la météo (menace orage vent etc.), afin d'adopter les bons gestes pour de se protéger des fortes températures et préserver sa santé.

Instauration des normes maximales de température pour certaines professions exposées (travailleurs du bâtiment et autres)

La population doit connaître la qualité de l'air, ceci pour la pratique de sport à l'extérieur entre autres.

Le rôle de l'Etat est primordial, il donne le ton, la cadence et l'exemple. La société doit se transformer, l'Etat joue un rôle moteur pour ces changements de comportements. Il devra prendre parfois des décisions difficiles pour donner sens à ce plan climat afin que celui-ci puisse être crédible aux yeux de sa population.

Une sensibilisation des surfaces (gazon et arbres exotiques) doit être revue. Il faut favoriser les arbustes de chez nous, ainsi qu'une herbe prairie aux alentours de nos maisons ceci pour diversifier la biodiversité.

Stockage d'eau par les communes.



Le Gouvernement et les communes doivent montrer une grande exemplarité et être attentifs à la communication ainsi qu'à la mise en application du plan climat. Le Gouvernement pourrait nommer des personnalités de tous horizons (culturel, sportif, politique, économique) pour la création d'une charte qui serait un fil conducteur et rappel pour l'application du plan. Cette charte serait le résultat et la réunification des compromis de tout le panel des personnalités qui auront participé à son élaboration.

Celle-ci peut-être un déclencheur ou d'attention favorable des partis politiques plus réticents au changement climatique

PS60+ Plan climat

Canevas de questions pour préparer l'action, projet.

Proposition de guide pour la mise en pratique des propositions du plan climat sur les thèmes abordés.

Suite aux premières questions en début de document soit :

- La Commune a-t-elle participé à la table ronde (PC p. 14.3.2)
- Quels ont été les résultats ?
- Y-a-t-il dans la commune une commission de l'environnement ?

Faire un état des lieux.

Que se passe-t-il actuellement par rapport au thème traité dans notre commune ou région ?

Quelle est notre connaissance du problème, y a-t-il des expériences vécues ailleurs ?

Que dit le Plan climat sur ce thème, quelles sont les propositions ?

Qui est responsable de ce secteur dans la commune ou la région ?

Préparer la proposition.

Etablir un dossier sur le sujet, lois, règlements, termes du Plan climat cantonal

Consulter et faire participer les usagers, ou personnes concernées.

Créer un groupe de travail, réunir les gens, etc.

Sentir l'acceptabilité des propositions dans le public et les autorités.

Entrer en action.

Faire la demande aux autorités selon la forme choisie, lettre, intervention, pétition, etc.

Créer une structure pour assurer le suivi.

Organiser une petite fête lors de la mise en œuvre de la proposition.